



Assemblée générale

Distr. générale
22 juin 2000
Français
Original: anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Îles Caïmanes

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1–2	3
II. Évolution constitutionnelle et politique	3–9	3
III. Conditions économiques	10–29	4
A. Généralités	10–12	4
B. Tourisme	13–16	5
C. Services financiers	17–25	5
D. Agriculture, élevage et pêches	26–27	6
E. Immatriculation de navires	28	7
F. Secteur manufacturier	29	7
IV. Situation sociale	30–69	7
A. Généralités	30	7
B. Services sociaux	31–33	7
C. Droits de l'homme	34–44	7
a) Questions sexospécifiques	39–40	8
b) Protection de l'enfance et de la jeunesse	41–42	8
c) Alimentation et habillement	43–44	8
D. Logement et construction	45–48	8

E.	Emploi	49–51	9
F.	Infrastructure	52–56	9
G.	Enseignement	57–59	10
H.	Santé publique	60–68	10
I.	Criminalité et sécurité	69–70	11
V.	Environnement et ressources naturelles	71–75	12
VI.	Statut politique futur du territoire : position de la Puissance administrante	76	12

I. Généralités

1. Le territoire des îles Caïmanes¹ est situé à quelque 300 kilomètres à l'ouest de la Jamaïque et à peu près la même distance au sud de Cuba. Il comprend trois îles : la Grande Caïmane (195 kilomètres carrés), Caïmane Brac, à quelque 145 kilomètres au nord-est (39 km²), et la Petite Caïmane adjacente et en grande partie sous-développée (26 kilomètres carrés). En 1997 la population était estimée à 36 000 habitants, par rapport à 25 355 habitants en 1989 (année du dernier recensement au titre duquel des statistiques sont disponibles), soit une augmentation annuelle moyenne d'environ 5 %. Les résultats du recensement d'octobre 1999 ne sont pas encore publiés.

2. Actuellement, environ 58 % de la population est née dans les îles Caïmanes, dont environ 25 % d'origine africaine, 20 % d'origine européenne, le reste de la population étant mixte. Dans l'ensemble, le caractère cosmopolite de la population est bien illustré par le fait que 120 pays de naissance autres que les îles Caïmanes ont été indiqués lors du recensement de 1989. Environ 95 % de la population vit sur la Grande Caïmane où est situé à Georgetown, la capitale.

II. Évolution constitutionnelle et politique

3. Selon les informations fournies par la Puissance administrante, la Constitution actuelle est entrée en vigueur le 22 août 1972. Elle stipule que les îles Caïmanes sont une colonie placée sous la souveraineté du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord. En 1990, les autorités législatives du territoire ont fait passer une motion visant à réviser la Constitution. Les modifications proposées sont entrées en vigueur en 1994. Elles prévoyaient l'adoption d'un système ministériel et l'adjonction au Conseil exécutif d'un cinquième membre élu. En 1999, le nombre des députés élus à l'Assemblée législative a été porté de 12 à 15. Cette modification allait dans le droit fil de la révision de la Constitution. Les élections à l'Assemblée législative ont eu lieu le 17 mai 1999.

4. En résumé, aux termes de la Constitution révisée de 1994, le Gouverneur, qui est nommé par le souverain britannique, est chargé des questions relatives aux affaires extérieures, à la défense, à la sécurité intérieure et à la fonction publique. Il est également Président du

Conseil exécutif qui est composé de trois membres désignés par le Gouverneur et de cinq membres élus par l'Assemblée législative. Aux termes de la Constitution, le Conseil exécutif est responsable de la gestion du Gouvernement. L'Assemblée législative est composée de trois membres officiels désignés dans la Constitution et de 15 membres élus au suffrage universel pour une période de quatre ans. Depuis 1991, un président est élu à la tête de l'Assemblée.

5. Le système juridique est fondé sur la *common law* britannique, sur certains textes de loi britanniques et sur la législation locale. Selon la Puissance administrante, l'indépendance de la justice est un des fondements de la stabilité économique, sociale et politique des îles Caïmanes. Il y a trois niveaux de juridiction : le Tribunal d'instance (Summary Court), le Tribunal de grande instance (Grand Court) et la Cour d'appel des îles Caïmanes. Le Tribunal d'instance connaît en appel des décisions du Tribunal de grande instance, tandis que la Cour d'appel des îles Caïmanes connaît en appel des décisions du Tribunal de grande instance. En dernier ressort, les décisions du Tribunal de grande instance sont portées devant le « Privy Council » à Londres, qui n'arrête pas de décision mais fait des recommandations au Secrétaire d'État (Secretary of State) sur les mérites des appels qui lui sont soumis. Contrairement à la situation qui prévaut dans de nombreux autres territoires britanniques, les avocats des îles Caïmanes peuvent à la fois interroger leurs clients et les représenter devant le Tribunal de grande instance (les avocats peuvent faire office à la fois de « solicitor » et de « barristers »).

6. Par le passé les élections se sont disputées entre les indépendants et de vagues alliances connues sous le nom d'équipes, les décisions politiques étant prises sur la base du consensus. Le système de parti a récemment été établi.

7. En 1991, le Progressive Democratic Party (PDP) (Parti démocratique progressiste) s'est constitué, suivi un an plus tard par la création de la National Team (Équipe nationale). En février 1995, un membre indépendant de l'Assemblée législative, Gilbert McLean, a créé la Team Cayman (Équipe caïmane), en tant que parti d'opposition à la National Team au pouvoir. La National Team a conservé sa majorité à l'Assemblée législative lors des élections générales de 1996 mais son nombre de sièges a diminué, passant de 11 à 9².

8. En mars 1999, le gouvernement de la Puissance administrante, le Royaume-Uni, a présenté au Parlement un livre blanc intitulé « Partnership for progress and prosperity: Britain and the Overseas Territories » (Partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande Bretagne et les territoires d'outre-mer). Son objectif visait à moderniser les relations entre la Puissance administrante et ses territoires d'outre-mer³. Ce livre blanc figure dans son intégralité dans l'annexe au document A/AC.109/1999/1. On trouvera au paragraphe 76 ci-après les grandes lignes des principales recommandations que la Puissance administrante a réaffirmées.

9. Les faits marquants survenus dans le territoire au cours de l'année 1999 ont été les suivants :

a) L'établissement par l'Assemblée législative d'un comité restreint chargé d'examiner le Livre blanc susmentionné, de recevoir les avis de la population et de formuler une réponse officielle au nom du Gouvernement des îles Caïmanes;

b) L'achèvement d'un plan stratégique national et d'une déclaration de principes sur les priorités nationales de développement au cours de la prochaine décennie qui ont été présentés à l'Assemblée législative;

c) La nomination, prenant effet à partir du mois d'août 2000, de Mme Judith Dilbert en tant que nouvelle représentante des îles Caïmanes auprès du Royaume-Uni;

d) La conception, l'établissement et l'application d'un nouveau système de gestion financière ainsi que de méthodes de responsabilisation du Gouvernement des îles Caïmanes;

e) L'introduction – à partir de 1998 – d'une nouvelle famille de billets de banque – la série « C/1 ». Ces billets ont été les premiers à être mis en circulation sous le nom de l'Autorité monétaire des îles Caïmanes et traduisent le changement de la législation relative à l'émission de billets de banque. Par ailleurs, et pour commémorer sa création, l'Autorité a mis en circulation une pièce de monnaie de 2 dollars des îles Caïmanes.

III. Conditions économiques

A. Généralités

10. Les îles Caïmanes ont l'un des niveaux de vie les plus élevés dans les Caraïbes, avec en 1998, un PIB par habitant de 30 120 dollars des États-Unis. L'économie repose sur le tourisme et sur le statut des îles Caïmanes depuis 1966 en tant que centre financier international offshore. Les principales sources de recettes du Gouvernement sont les droits prélevés sur les importations et les timbres et les redevances payées par les sociétés, les banques et les compagnies fiduciaires. Il n'y a pas d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés ni d'impôt indirect. Bien que les importations soient 100 fois plus élevées que les exportations, ce déséquilibre commercial manifeste est plus que compensé par les recettes invisibles tirées de l'industrie touristique et du secteur financier.

11. Pour ce qui est des finances publiques, d'après les chiffres préliminaires et non vérifiés, les recettes totales en 1998 se sont élevées à 274 millions de dollars des îles Caïmanes, dont 248,1 millions de dollars de recettes courantes et 26,4 millions d'intérêts sur prêts. Les dépenses publiques préliminaires au cours de la même période se sont élevées à 260,7 millions de dollars des îles Caïmanes, dont 1 230 000 dollars virés sur le fonds de réserve général et le fonds de réserve au titre du logement. Le report de l'excédent de 2,3 millions de dollars des îles Caïmanes de l'exercice 1997 s'est traduit par un excédent budgétaire global de 9 millions au 31 décembre 1998. À la fin de l'année 1998, le solde du fonds de réserve général était de 10,5 millions de dollars des îles Caïmanes. Au 1er janvier 1998, le montant de la dette publique, y compris les prêts autofinancés émis par les organismes officiels, était de 89,2 millions de dollars des îles Caïmanes. Les nouveaux prêts consentis et les remboursements opérés au cours de cette même année se sont traduits par un solde de 93,7 millions de dollars des îles Caïmanes à la fin de 1998⁴.

12. En 1998, le montant des droits prélevés sur les importations, source première des recettes publiques, était de 94 740 000 dollars des îles Caïmanes, dépassant ainsi le record de l'année précédente de quelque 11 millions de dollars, soit une augmentation de 12 %⁴.

B. Tourisme

13. L'industrie touristique est la principale activité économique des îles Caïmanes : elle représente 70 % environ du produit intérieur brut et assure 75 % des entrées de devises. Le Département du tourisme est chargé de soutenir le secteur local et d'en planifier le développement. Il assure la promotion commerciale des îles à l'étranger, par le biais de campagnes publicitaires et grâce aux bureaux qu'il a ouverts dans plusieurs pays étrangers. Il organise en outre des stages de formation pour les travailleurs du secteur et s'occupe de l'octroi des licences et des réglementations. Le Département du tourisme a poursuivi ses efforts de diversification pour ouvrir de nouveaux marchés et a lancé des campagnes dynamiques de commercialisation au Royaume-Uni et aux États-Unis et a ouvert en octobre 1998 un bureau pour l'Amérique du Sud établi en Argentine.

14. La croissance soutenue depuis sept ans de l'industrie des transports aériens et de l'industrie de croisière traduit la popularité des îles Caïmanes en tant que destination de vacances. Les centres de villégiature maintiennent leur profil haut de gamme et offrent un hébergement de luxe. Le taux d'occupation des hôtels est élevé, en particulier le long de la « Seven Mile Beach » de la Grande Caïmane.

15. Le nombre des touristes en escale n'a cessé d'augmenter tout au long des années 90 (sauf une légère diminution en 1991), pour atteindre le chiffre de 404 205 en 1998, soit une augmentation de 6 % par rapport à 1997. Le nombre des passagers en croisière a augmenté entre 1994 et 1997 pour atteindre le chiffre de 866 609, puis a légèrement diminué en 1998, pour passer à 852 507, soit une baisse de 1,6 %. Les ressortissants des États-Unis représentent plus de 70 % du nombre total de touristes, encore que le nombre des touristes des Caraïbes et du Canada soit en augmentation. Les touristes qui reviennent dans le territoire représentent 40 % du nombre total de touristes².

16. En 1999, le nombre des touristes en provenance des États-Unis a augmenté bien que par rapport à 1998 on ait enregistré une diminution relative du nombre total de passagers aériens faisant escale sur le territoire. D'après le Ministre du tourisme des îles Caïmanes, la perte de 600 chambres causée par la fermeture des hôtels Holiday Inn et Grand Pavillon explique en partie ce recul. Toutefois, les projets de construction d'un nouvel hôtel et de condominiums qui devraient ouvrir

sous peu devraient permettre de compenser cette perte de capacité hôtelière⁵.

C. Services financiers

17. Les îles Caïmanes demeurent l'un des principaux centres financiers internationaux, 45 des 50 plus importantes banques mondiales y détiennent des licences d'exploitation. L'Autorité monétaire, créée en 1997, supervise cette industrie en plein essor. Cette autorité est responsable de la supervision des banques et des sociétés fiduciaires ainsi que de l'administration de la monnaie des îles Caïmanes.

18. En 1998, 24 nouvelles licences d'exploitation ayant été accordées, le nombre des banques sises dans les îles a augmenté. À la fin de l'année 1998, le nombre total des agréments de banques et de compagnies fiduciaires s'élevait à 587 par rapport à 594 à la fin de 1997, diminution imputable dans une large mesure à une série de fusions et d'acquisitions sur le marché financier mondial. Le nombre des banques « de catégorie A » est resté à 30, dont sept offrant des services bancaires pour les particuliers⁶. À la fin de 1998, on comptait par ailleurs 475 compagnies d'assurance captives, 1 978 fonds mutuels sous licence ou enregistrés et 41 173 sociétés enregistrées⁷.

19. La Division des assurances est chargée de superviser toutes les compagnies d'assurance, aussi bien celles qui opèrent localement que les compagnies « exemptées » qui n'oeuvrent qu'à l'étranger (ce terme d'« exemptées » se rapporte aux compagnies d'assurance qui n'acceptent et ne traitent que des risques à l'étranger). Avec l'émission de 485 licences d'exploitation et de 16 annulations, l'année 1998 a marqué un record pour ce qui est des compagnies « exemptées »; 82 % des compagnies captives viennent des États-Unis, tandis que 10 % viennent des Caraïbes et de l'Amérique latine et 6 % d'Europe. Deux nouvelles licences d'exploitation sur les îles ont été consenties en 1998, portant à 31 leur nombre total.

20. La Division des assurances a effectué en 1998 la première inspection sur le terrain de la série prévue. Aux termes de la législation en vigueur, l'Autorité monétaire est habilitée à prendre des dispositions à l'encontre des compagnies ayant demandé ou non à être enregistrées. En 1998, la *Liabilities Support Law* (1997) est entrée en vigueur. Cette loi assure que toutes les compagnies d'assurance intérieures maintiennent

des capitaux suffisants dans les îles Caïmanes correspondant à leurs engagements techniques.

21. Au cours de l'année 1999, tous les bureaux du Service général de l'enregistrement ont connu une recrudescence d'activités, le bureau chargé des sociétés venant en tête avec un record de 8 501 enregistrements nouveaux pour un nombre total de 45 169 à la fin de l'année. L'année 1999 a également été une année sans précédent pour ce qui est des recettes recueillies qui ont atteint le chiffre de 22 130 000 dollars des îles Caïmanes.

22. La Bourse des îles Caïmanes a célébré son premier anniversaire en juillet 1998, avec plus d'une centaine de titres cotés, nombre qui continue de croître. Le montant total de la capitalisation de toutes les sociétés cotées au 1er janvier 1999 dépassait 11 milliards de dollars des États-Unis⁴.

23. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) exerce des pressions sur les centres offshore, y compris les îles Caïmanes, pour qu'ils s'efforcent de rendre leur système financier plus transparent et appuient la lutte contre les évasions fiscales. Les îles Caïmanes ont entamé un « dialogue » avec l'OCDE à ce sujet, et examinent la meilleure façon d'étendre aux États-Unis la portée du Traité d'assistance juridique mutuelle, auquel le Royaume-Uni est partie. Actuellement, ce traité ne porte pas sur les délits fiscaux. Si la portée de ce traité d'assistance mutuelle était élargie, cela permettrait aux tribunaux des îles Caïmanes de coopérer en matière de poursuites juridiques avec le Royaume-Uni et les États-Unis contre les individus et les criminels soupçonnés d'évasions fiscales⁸.

24. En mai 1999, un projet de code de recommandations pratiques a été publié. Il vise à aider les organismes de services financiers à prévenir et à détecter les délits de blanchiment de l'argent⁹. Ce code présente les politiques qui devraient être adoptées par les organismes financiers afin de maintenir l'intégrité du secteur financier des îles Caïmanes à l'égard du blanchiment d'argent.

25. Pour démontrer sa volonté résolue de promouvoir et de mettre en place des services financiers bien réglementés à l'intention d'investisseurs de qualité, en mars 2000, le Gouvernement des îles Caïmanes a accueilli de concert avec le Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime un forum offshore ONU d'une durée de deux jours; il

s'agissait là d'une initiative contre le blanchiment de l'argent qui visait : à obtenir un engagement en faveur de l'application d'une réglementation efficace du secteur financier correspondant à des normes reconnues sur le plan international pour lutter contre le blanchiment de l'argent transfrontières. Les responsables des réglementations financières, en provenance des Caraïbes, de l'Afrique et du Pacifique Sud, se sont entendus sur une série de principes et de normes minimales ayant pour objet d'empêcher les criminels d'avoir accès aux marchés financiers et ont convenu que tous les centres de services financiers devraient être invités à souscrire dès que possible, le 30 septembre 2000 au plus tard, aux normes minimales proposées par ledit forum, et ce par le biais d'un engagement gouvernemental officiel¹⁰.

D. Agriculture, élevage et pêches

26. Le volume des activités agricoles, limitées en raison d'un sol peu fertile, d'une faible pluviométrie et de coûts de main-d'oeuvre élevés, a pratiquement doublé au cours des cinq dernières années, 10 grandes exploitations agricoles couvrant maintenant une superficie supérieure à 40 hectares. Les principaux produits agricoles sont la banane, la tomate, la laitue, le miel, la mangue, les agrumes, différents légumes et la noix de coco. L'élevage porte sur le bétail, la volaille et les porcs. La réglementation et le développement du secteur agricole incombent au Département de l'agriculture des îles Caïmanes. Le Département assure des services consultatifs et techniques en matière de culture et d'élevage, mène des activités de vulgarisation, dirige et suit la pratique de la médecine vétérinaire et vend du matériel et des fournitures agricoles. Le Département est par ailleurs représenté au Comité directeur de la Cayman Islands Farmers' Cooperative Society Limited (Société coopérative d'exploitants agricoles caïmanais) qu'elle aide sur des questions stratégiques et opérationnelles.

27. Entre 1990 et 1998, le montant total des recettes du Farmers' Market (marché des exploitants agricoles), qui est géré par la Cayman Islands Cooperative Society (Société coopérative d'exploitants agricoles caïmanais), n'a que légèrement augmenté passant de 1 676 947 dollars des îles Caïmanes en 1997 à 1 689 011 dollars en 1998. Cette croissance relativement faible a été attribuée au taux d'endettement croissant, à l'absence chronique de capitaux et au vieillissement

sement des installations. En 1998, le marché a enregistré une augmentation de 4 % de ses ventes en gros⁶.

E. Immatriculation de navires

28. Le nombre des immatriculations de navires a atteint le chiffre sans précédent de 225 en un an. Pour ce qui est de la navigation maritime commerciale, l'augmentation de 38 % des tonnages a marqué un nouveau record. Le nombre des immatriculations de navires de plaisance a continué d'augmenter en 1998, les îles Caïmanes restant ainsi à la première place au niveau mondial pour le nombre d'immatriculations off-shore de « superyachts ».

F. Secteur manufacturier

29. Il existe une petite industrie, encouragée par une législation d'incitation en vigueur depuis 1950. Les principaux produits manufacturés sont les matériaux de construction, la joaillerie, l'impression et l'ameublement ainsi que le traitement de produits chimiques. Les projets approuvés dans le domaine des produits manufacturés sont exemptés des droits d'importation.

IV. Situation sociale

A. Généralités

30. D'après la Puissance administrante, la législation et les mesures adoptées par le Gouvernement dans le domaine social ont pour but et pour effet de créer une société qui récompense les efforts de chacun tout en offrant une protection – généralement avec l'aide de bénévoles – aux personnes défavorisées.

B. Services sociaux

31. Le Gouvernement fournit une assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées, aux enfants et aux jeunes, aux malades mentaux et à ceux qui ont des difficultés d'apprentissage ainsi qu'aux familles dans le besoin. Au nombre des principaux services figurent des soins en institution, des centres de jour, une aide familiale à l'intention des invalides, d'autres services sociaux destinés aux jeunes et aux femmes des îles Caïmanes, ainsi que des programmes de prévention

de la toxicomanie et de réinsertion. Pour ce qui est des enfants, le Département des services sociaux est notamment chargé des services d'adoption, de placement dans des familles d'accueil et de gestion de plusieurs foyers pour enfants.

32. De nombreuses associations bénévoles et philanthropiques fournissent une assistance pour faire face à de nombreux problèmes sociaux. La plupart se consacrent à des causes précises, telles que la prévention des drogues et la réinsertion, la lutte contre le cancer et la prévention de la cruauté envers les animaux. Ces groupes sont principalement financés par le biais de dons émanant du Gouvernement, du secteur privé et de particuliers et leur personnel est généralement constitué de bénévoles⁶.

33. Suite à la recommandation du Ministère de la protection sociale, le Gouvernement a l'intention d'augmenter de 250 dollars à 400 dollars par mois à partir de l'an 2000 les allocations versées aux personnes âgées de 60 ans et plus qui ont peu ou pas de sources de revenus ainsi qu'aux personnes invalides ou handicapées¹¹.

C. Droits de l'homme

34. Le territoire est soumis à plusieurs conventions sur les droits de l'homme auxquelles la Puissance administrante est partie : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Convention relative aux droits de l'enfant, deuxième Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (visant à l'abolition de la peine de mort).

35. La Puissance administrante a recensé, dans le Livre blanc mentionné plus haut, plusieurs questions ayant trait aux droits de l'homme et pour lesquelles elle souhaiterait une réforme, en particulier l'homosexualité et la peine capitale.

36. La Puissance administrante cherche à faire adopter une législation similaire à la loi sur les délits sexuels de 1967 du Royaume-Uni, qui a rendu légales les relations homosexuelles en privé entre adultes consentants. Toutefois, d'après la presse, les autorités territoriales seraient opposées à l'adoption d'une légi-

station locale légalisant l'homosexualité en raison des convictions religieuses de la majorité des Caïmanais selon lesquelles l'homosexualité ne doit pas être légalisée¹¹.

37. Le Livre blanc indique également que la Puissance administrante attend de tous les territoires d'outre-mer qu'ils abolissent la peine capitale pour trahison et piraterie. Le Gouvernement des îles Caïmanes a fait la réponse suivante :

« La peine capitale pour trahison et piraterie découle de la *common law* anglaise et aucune poursuite n'a jamais été engagée à l'un ou l'autre de ces titres. En conséquence, l'abolition de la peine de mort pour ces motifs et son remplacement par une peine d'emprisonnement à perpétuité n'auraient aucun effet dans la pratique¹². »

38. Le territoire dispose toutefois d'un large éventail de lois et d'institutions protégeant certains droits fondamentaux et droits sociaux. On en trouvera une description ci-après.

a) Questions sexospécifiques

39. D'après la Puissance administrante, en vertu du règlement de 1975 sur les services de santé (*Health Services (Fees) Regulations*), les services de contraception sont gratuits, tout comme les services prénatals, déjà offerts à tous les résidents quelle que soit leur nationalité.

40. Le Code du travail oblige les employeurs à accorder 12 semaines de congé de maternité, dont quatre sont des congés payés, aux salariées justifiant d'au moins 12 mois d'ancienneté. La durée du congé de maternité est calculée au prorata pour les salariées ayant moins de 12 mois d'ancienneté. Le Statut de la fonction publique (*General Orders*), qui régit les conditions d'emploi dans la fonction publique, a été amendé et prévoit désormais 12 semaines de congé de maternité pour les fonctionnaires qui ont accompli 12 mois de service.

b) Protection de l'enfance et de la jeunesse

41. La loi de 1995 sur la protection des mineurs (*Youth Justice Law*) est le principal instrument dans ce domaine, mais il existe d'autres lois importantes : la loi sur l'adoption (révisée) [*Adoption of Children Law (Revised)*], le règlement de 1971 et la loi de 1993 relatifs à l'enseignement (*Education Law and Regula-*

tions), la loi relative à la tutelle et à la garde des enfants (révisée) [*Guardianship and Custody of Children Law (Revised)*], la loi sur la délinquance juvénile (procès lors desquels l'un des prévenus est un mineur) (*Juveniles (Joint Trials with Adults) Law*), la loi sur la légitimation (révisée) [*Legitimation Law (Revised)*].

42. Les dispositions relatives à la protection des mineurs visent notamment à protéger les enfants et les jeunes contre l'exploitation. Le Conseil national des services sociaux, organisme bénévole subventionné par le Gouvernement, gère un certain nombre d'établissements préscolaires et s'occupe de diverses manières des enfants de familles désunies. La loi impose des restrictions à l'emploi des enfants. L'école est obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans et 9 mois.

c) Alimentation et habillement

43. La Puissance administrante a indiqué que le Gouvernement du territoire n'avait pas non plus jugé nécessaire d'adopter une législation sur le droit à une alimentation adéquate, préférant la solution concrète qui consiste à élargir l'éventail déjà large des denrées alimentaires de base exemptées de droits de douane, lesquels lui fournissent la plus grande partie de ses recettes. La liste des produits exemptés de droits de douane comprend maintenant le lait, le riz, le sucre non raffiné, la farine de froment, les pommes de terre, toutes les volailles, le boeuf salé, le poisson salé, le fromage, le café et la farine de maïs. En outre, les principes d'une bonne alimentation sont enseignés dans les écoles, dans le cadre de l'enseignement social et sont diffusés par le personnel des dispensaires et au moyen d'articles dans la presse locale. Des programmes d'information sur la nutrition sont aussi organisés par le nutritionniste des hôpitaux.

44. Des organismes bénévoles, tels que des associations à buts philanthropiques, distribuent aux familles dans le besoin des vêtements usagés propres. Le Département des services sociaux fournit gratuitement des uniformes scolaires et autres vêtements aux enfants placés dans des familles d'accueil ou des foyers ainsi qu'à ceux dont la famille n'a pas les moyens d'acheter des vêtements.

D. Logement et construction

45. La loi de 1981 portant création de la Société pour le développement du logement (*Housing Development*

Corporation Law) encourage la construction de logements en offrant des prêts aux résidents à revenu faible ou moyen. En 1997, la Société pour le développement du logement a continué de concentrer ses efforts sur le retrait de ses obligations à revenu fixe à 5 et 7,5 %. À la fin de l'année, 99 % des obligations avaient été rachetées. Le Gouvernement a tenu des discussions préliminaires avec la Banque de développement des Caraïbes concernant l'obtention d'une ligne de crédit dans le cadre d'un programme de prêts destiné aux Caïmanais disposant d'un faible revenu.

46. Le Gouvernement offre un programme de garantie des prêts hypothécaires aux personnes ayant un revenu faible ou moyen. En vertu de ce programme, les banques locales assurent un financement pouvant représenter jusqu'à 100 % de la valeur du logement, sur la base d'une garantie gouvernementale de 35 %. Pour pouvoir prétendre à ces prêts, il faut être Caïmanais et gagner moins de 60 000 dollars des États-Unis par an.

47. Les îles Caïmanes possèdent un code du bâtiment qui prévoit différentes mesures de sécurité publique et contient notamment des dispositions concernant les risques de tremblement de terre et d'ouragan. Des règles relatives aux installations électriques et à la plomberie, qui régissent notamment l'exercice des métiers d'électricien et de plombier et prévoient des inspections, ont également été instituées.

48. En 1998, la construction dans le secteur résidentiel a continué de jouer un rôle important dans l'industrie du bâtiment, avec un total de 591 projets d'une valeur supérieure à 178 millions de dollars, soit 67 % de la valeur totale des projets immobiliers approuvés. Le secteur commercial comptait 70 projets d'une valeur d'environ 38,9 millions de dollars; le secteur industriel neuf projets d'une valeur de 6 millions de dollars et le secteur public comptait sept projets évalués à 3,6 millions de dollars¹³.

E. Emploi

49. Le Département du travail veille à l'application du Code du travail, qui régit les conditions d'emploi dans le territoire. Dans l'exercice de cette fonction, il résout les cas de licenciement abusif et autres conflits, définit les mesures de discipline applicables aux salariés fautifs, veille à la santé, à la sécurité et au bien-être des employés et facilite l'embauche des Caïma-

nais. En 1997, le Département a traité environ 250 plaintes.

50. En 1999 un syndicat local, la National Alliance of Cayman Islands Employees (NACE) (Alliance nationale des employés des îles Caïmanes) a été officiellement établi; il s'agirait de la troisième organisation locale de ce type depuis l'adoption de la loi sur les syndicats de 1942¹⁴.

51. Il n'existe peu ou pas de chômage dans les îles Caïmanes dont le taux de chômage était de 4,2 % en 1997⁷. La demande de main-d'œuvre étrangère a persisté en 1998 et 12 885 permis de travail (travailleurs qualifiés et non qualifiés) ont été octroyés⁶.

F. Infrastructure

52. Des services de télécommunication et d'utilité publique modernes et fiables ont facilité le développement du territoire en tant que centre d'affaires international. La société multinationale Cable and Wireless Company détient un permis exclusif d'exploitation des télécommunications par le biais de sa filiale régionale Cable and Wireless (Cayman Islands) Ltd.

53. Des liaisons aériennes internationales existent entre la Grande Caïmane et les États-Unis, l'Europe, la Jamaïque, le Honduras et Cuba. D'importantes lignes aériennes américaines et britanniques assurent des liaisons régulières à destination et en provenance des îles Caïmanes. Des services aériens intérieurs et des vols charters assurent la liaison entre les îles.

54. Le port de Georgetown (Grande Caïmane) a été le principal port d'accès en 1998 pour les 869 441 passagers de croisière qui ont séjourné dans l'île. Les îles Caïmanes sont desservies par des liaisons paquebot régulières, et un certain nombre de cargos appartenant à des ressortissants locaux ou immatriculés assurent le transport de marchandises entre les îles Caïmanes, Miami, Tampa et la Jamaïque. Un projet d'expansion des docks et des zones avoisinantes d'un montant de 12,2 millions de dollars permettra à l'autorité portuaire d'accueillir les volumes toujours croissants des cargaisons.

55. Le Département des travaux publics est responsable de l'entretien des infrastructures publiques et gouvernementales sur les trois îles. Ces dernières années, il a soit entrepris soit dirigé divers projets de construction – complexe de services de santé de Georgetown, pro-

grammes d'élargissement de l'aéroport Owen Roberts, construction de la dérivation d'Harquail et du centre des visiteurs à Pedro Castle ainsi que de nouveaux établissements scolaires.

56. La Caribbean Utilities Company, une société locale, est chargée, dans le cadre d'un accord de franchise avec le Gouvernement, de la production et de la distribution de l'électricité sur la Grande Caïmane, tandis que la Cayman Brac Power Company dessert les autres îles. L'entreprise d'État, Water Authority Cayman, et l'entreprise privée Cayman Water Company assurent l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement nécessaires pour compléter les puits et les citernes privés des résidents⁶.

G. Enseignement

57. En vertu de la loi de 1983 sur l'enseignement, l'école est obligatoire pour tous les enfants résidents âgés de 4 ans et 9 mois à 16 ans. Le Gouvernement est directement responsable de l'enseignement pendant la durée de la scolarité obligatoire. Il encourage aussi l'enseignement préscolaire et l'enseignement supérieur, auxquels il apporte un appui. L'enseignement relève de la responsabilité du Ministère de l'éducation, de l'aviation et de la planification. Au sein du Ministère, le Conseil de l'enseignement est chargé de promouvoir l'enseignement et de gérer les écoles dans le cadre de la loi citée plus haut. Il administre l'enseignement public, organise les examens, délivre les certificats d'aptitude à l'enseignement et gère un fonds de bourse destiné aux lycéens souhaitant poursuivre leurs études. Le système éducatif et les programmes sont similaires aux britanniques, à ceci près que le système caïmanais a été assoupli pour permettre aux étudiants d'intégrer aussi bien des universités américaines que des universités britanniques. Deux établissements publics et une école privée proposent un enseignement supérieur. Le Community College of the Cayman Islands est public mais géré de manière indépendante. La faculté de droit est également publique, tandis que le College of the Cayman Islands est privé. En 1999, le Conseil de l'enseignement a accordé 40 bourses à des étudiants désirant suivre des cours à l'étranger.

58. Le Gouvernement administre sept écoles primaires, un collège et un centre d'enseignement non traditionnel dans la Grande Caïmane et trois écoles primaires et un lycée couvrant les deux cycles de l'enseignement secondaire sur l'île de Caïmane Brac.

L'enseignement est gratuit pour les Caïmanais. Par ailleurs, 10 écoles privées offrent un enseignement primaire et/ou secondaire. Toutes les écoles privées sont soumises au contrôle du Département de l'éducation. En 1999, 4 000 élèves étaient inscrits dans les écoles publiques et 2 093 dans les écoles privées. Il s'agit là d'un nouveau record. La plus importante augmentation a été enregistrée dans les écoles primaires des zones à forte croissance démographique telles que Georgetown, Red Bay et Savannah. Le Gouvernement allouera environ 50 millions de dollars des îles Caïmanes au titre de la construction de nouveaux établissements scolaires au cours des trois prochaines années¹⁵.

59. En 1998, les premières inspections scolaires ont été menées à bien par les services de l'inspectorat de l'enseignement, une division indépendante du Ministère de l'éducation, de l'aviation et de la planification. Une formation à l'autoévaluation a été dispensée dans cinq établissements scolaires dont trois ont été ultérieurement inspectés.

H. Santé publique

60. Le Ministère de la santé, de l'aide sociale, de la prévention de la toxicomanie et de la réinsertion par l'intermédiaire du Département des services de santé et du centre de consultation caïmanais gère les soins de santé dans les îles Caïmanes. Le Health Practitioners Board est responsable de l'enregistrement des praticiens privés. Outre les soins dispensés par les généralistes, une vaste gamme de soins spécialisés sont disponibles localement. Le Département des services de santé assure l'ensemble des soins de santé, y compris les services de santé publique. Ce département est responsable de la gestion de deux hôpitaux, d'un service de santé publique, de quatre centres sanitaires de district, d'un centre assurant des soins dentaires qui dispense aussi des services dans les écoles et le Lions Eye Clinic (centre ophtalmologique). Le Gouvernement a passé un accord contractuel avec le Baptist Hospital de Miami pour les soins de santé tertiaires.

61. Le Service de santé publique, qui relève du Ministère de la santé, de l'aide sociale, de la prévention de la toxicomanie et de la réinsertion, est responsable des soins de santé primaires assurés par les dispensaires de district et dans le cadre de différents programmes communautaires. L'équipe chargée de la santé publique comprend, outre le personnel des centres communautaires, trois médecins de district, un spécialiste

de la promotion de la santé, un conseiller en génétique, un nutritionniste et une diététicienne. Les services proposés sont notamment :

- a) Conseils et vaccins pour les personnes se rendant à l'étranger;
- b) Services prénataux et postnataux et services de planification familiale (gratuits pour les résidents);
- c) Dépistage de la drépanocytose par électrophorèse chez tous les nourrissons (depuis 1997);
- d) Visites médicales, y compris tests de la vision et de l'audition pour les enfants entrant à l'école;
- e) Vaccination des enfants;
- f) Conseils nutritionnels et diététiques réguliers.

En 1999, le Gouvernement a dépensé 35 millions de dollars au titre de la gestion des services de santé et on estime qu'en l'an 2000, ce montant devrait atteindre 40 millions¹⁶.

62. D'après les informations fournies par la Puissance administrante, l'espérance de vie est de 77 ans. Les causes principales de décès sont les maladies de l'appareil circulatoire et les tumeurs malignes.

63. Le Département des services de santé a ouvert un nouvel hôpital à Georgetown en avril 1999. L'établissement, qui a coûté près de 30 millions de dollars est le plus grand construit par le Gouvernement des îles Caïmanes. Il comprend un service des urgences ultramoderne doté de tout le personnel voulu¹². Les îles possèdent un autre hôpital, de 59 lits, à Georgetown ainsi qu'un hôpital de 18 lits à Caïmane Brac, et plusieurs dispensaires et centres de santé de district. En 1999, les services publics de santé employaient 39 médecins, dont trois basés sur l'île de Caïmane Brac, ainsi que quatre dentistes. Divers services spécialisés sont disponibles : chirurgie, gynécologie et obstétrique, pédiatrie, médecine interne, anesthésiologie, santé publique, orthopédie, ophtalmologie, oto-rhino-laryngologie et parodontologie. On comptait par ailleurs 37 médecins, praticiens privés dispensant des soins de santé familiale ou des services médicaux spécialisés.

64. D'après la presse, 26 000 personnes, dont 10 000 sont couvertes par le Gouvernement, disposent d'une assurance maladie, ce qui signifie que la plupart des résidents disposent au moins d'une couverture minimale. Une loi sur l'assurance maladie adoptée en 1997

a instauré un système d'assurance maladie obligatoire pour tous les résidents.

65. Les maladies transmissibles sont peu répandues de manière générale, mais la propagation des maladies sexuellement transmissibles inquiète les autorités locales. D'après les informations fournies par la Puissance administrante, à la fin de 1998, 19 personnes étaient mortes du sida, six luttait contre la maladie et 18 étaient infectées.

66. Les taux de vaccination dépassent les objectifs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : 93 % de la population est vaccinée contre la poliomyélite, 93 % contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche, 93 % contre l'*haemophilus influenzae* B, 94 % contre la rougeole, les oreillons et la rubéole et 91 % contre la tuberculose (BCG).

67. En 1997 a été adoptée une loi portant création du Conseil national de la drogue (National Drug Council), organisme indépendant à but non lucratif chargé de coordonner la lutte contre la drogue dans le territoire. Le Conseil s'est vu confier l'élaboration de politiques et programmes destinés à réduire l'offre et la demande de drogue. Il est également chargé de coordonner l'application du Plan stratégique national pour la prévention de la toxicomanie et la réinsertion. Enfin, il a pour mission d'étudier les moyens de faire reculer la toxicomanie par la répression, les traitements et la réinsertion, l'éducation, l'information et le lancement de programmes d'appui communautaires.

68. D'après une enquête du Conseil national de la drogue publiée à la fin 1998, 11,5 % des étudiants avaient utilisé des solvants hallucinogènes et 10,5 % du « ganja ». En septembre 1999, le nouveau coordonnateur des questions relatives aux drogues a fait remarquer que les îles Caïmanes connaissaient désormais un grave problème de toxicomanie et que le Conseil national de la drogue lancerait un appel aux familles, aux communautés et aux services sociaux pour qu'ils oeuvrent de concert à l'établissement d'une stratégie nationale de lutte contre ce fléau.

I. Criminalité et sécurité

69. Les forces de police royale des îles Caïmanes comptent environ 250 policiers, dont un certain nombre détachés du Royaume-Uni en raison de la pénurie de recrues caïmanaises. On a aussi recruté des policiers en provenance de la Jamaïque, du Belize, de la Barbade,

du Canada, du Nicaragua, de Trinidad, du Honduras, des Bahamas, du Nigéria et des États-Unis.

70. Selon la presse et d'après le rapport annuel des services de police royale des îles Caïmanes, la criminalité aurait reculé de 4,5 % en 1998 par rapport à l'année précédente. Les atteintes à l'ordre public, à la personne et à la propriété ont diminué, alors que les délits liés à la drogue ont augmenté de 23,2 %.

V. Environnement et ressources naturelles

71. L'environnement naturel des îles Caïmanes est encore relativement sain, bien que le taux exceptionnel de croissance économique et le développement des infrastructures qui l'accompagne commencent à exercer des pressions considérables sur les fragiles écosystèmes de l'île. La protection et la conservation de l'environnement naturel de l'île sont assurées par des lois et des réglementations locales ainsi que par des arrangements administratifs et institutionnels et l'on s'efforce actuellement de perfectionner ce dispositif local. Les îles Caïmanes, par le truchement du Royaume-Uni, sont aussi parties à un certain nombre d'accords internationaux de protection de l'environnement⁶.

72. On compte 25 espèces endémiques de plantes et de reptiles sur les îles Caïmanes. Sur la Grande Caïmane, un parc botanique et une réserve d'oiseaux offrent un environnement sûr aux espèces en danger – oiseaux et lézards. La richesse de la flore et de la faune, notamment de l'ovifaune, est considérable sur la Petite Caïmane, qui est aussi dotée d'une réserve d'oiseaux. On a enregistré plus de 200 espèces d'oiseaux sur ces îles. Au fil des ans, le Gouvernement des îles Caïmanes a appliqué diverses stratégies de conservation – parcs marins, zones terrestres protégées, sensibilisation du public et conservation intégrée des espèces. Le Département de l'environnement et le National Trust, qui jouent un rôle décisif dans la mise en oeuvre de ces programmes, effectuent par ailleurs des travaux de recherche et des programmes de surveillance en vue de la formulation de politiques de protection de l'environnement naturel, ainsi que de nouvelles initiatives de conservation et de protection. La sensibilisation croissante du public et le renforcement des compétences au sein des organisations gouvernementales et non gouvernementales ont également contribué

à la prise en considération de la protection de l'environnement local dans le programme national⁷.

73. On a également formulé un projet de loi sur la pollution marine ayant pour objet de réunir les diverses législations portant sur la pollution de l'air, de la mer et des côtes, la pollution provoquée par le pétrole, les produits chimiques, les ordures, le déversement des déchets et les émissions de gaz ainsi que sur le financement des limitations de responsabilité. Cette nouvelle loi aura aussi des répercussions sur l'autorité portuaire et le Département de l'environnement, eu égard notamment aux dispositions à prendre à la suite d'un déversement d'hydrocarbures, à la conception des installations de ramassage des déchets, au suivi des poursuites, etc. Les îles Caïmanes seront aussi le premier territoire d'outre-mer auquel s'appliquera le Protocole concernant les zones spécialement protégées et la faune et la flore sauvages.

74. Les îles Caïmanes ont établis des normes mondiales de protection du milieu marin. La Cayman Islands Turtle Farm est un lieu d'élevage et de reproduction de la tortue verte dont les couvées, une fois écloses, sont relâchées dans l'océan, ce qui a permis une augmentation de la population déclinante des tortues de mer⁷.

75. La santé de l'environnement est aussi une importante source de préoccupation du Gouvernement des îles Caïmanes. Le Département de la protection de l'environnement s'acquitte de ses fonctions en procédant à des inspections sanitaires, à la gestion des déchets solides, à l'application de programmes de recyclage et à la poursuite d'activités éducationnelles et promotionnelles. Il met en oeuvre des programmes de lutte contre les moustiques – suivi, inspection des larves, application d'une vaste gamme de techniques et travaux de recherche concernant les dernières méthodes de lutte⁶.

VI. Statut politique futur du territoire : position de la Puissance administrante

76. En mars 1999, le Gouvernement du Royaume-Uni a présenté au Parlement un Livre blanc intitulé « Partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer ». Prenant la parole en sa capacité de Sous-Secrétaire d'État parlementaire aux affaires étrangères et du Common-

wealth, la baronne Scotland a réaffirmé, le 3 avril 2000, les recommandations clefs du Livre blanc qui sont les suivantes¹⁷ :

a) La redéfinition des rapports entre la Puissance administrante et ses territoires d'outre-mer, afin de promouvoir l'autodétermination; les responsabilités des deux partenaires; l'exercice des pratiques démocratiques dans les territoires pour permettre aux peuples de ces territoires le plus grand degré de contrôle possible sur leur propre existence; et la poursuite de l'assistance britannique à ces territoires d'outre-mer qui en ont besoin;

b) Les droits de l'homme, un domaine d'action prioritaire. Les territoires qui décident de rester britanniques doivent respecter les mêmes normes relatives aux droits de l'homme et à la bonne gouvernance que le Gouvernement britannique s'est lui-même imposées, tandis que les législations locales doivent refléter la Convention européenne relative aux droits de l'homme et la Convention internationale relative aux droits civils et politiques;

c) Un engagement à faire fructifier et à protéger les bénéfices tirés du secteur financier et la responsabilité et l'obligation de veiller à ce que ce secteur soit réglementé comme il convient, et respecte toutes les normes internationales de réglementation et les meilleures pratiques. Dans le contexte du suivi de cette recommandation, la baronne Scotland a pris note tout particulièrement d'une importante étude confiée à des services de consultation chargés d'examiner l'état actuel de la réglementation et de l'organisation financières dans les territoires, étude financée conjointement par la Puissance administrante et le Gouvernement des cinq territoires d'outre-mer des Caraïbes et les Bermudes;

d) Enfin, la nécessité de mettre à jour les constitutions pour traduire les besoins actuels et, dans toute la mesure possible, de jeter des bases solides pour un certain nombre d'années. En soulignant qu'il importe de pleinement tenir compte de tous les partis politiques, de la communauté dans son ensemble et de la Puissance administrante et de les consulter, la baronne Scotland a déclaré que « Nous sommes prêts à examiner des idées qui ont été pleinement examinées localement, et qui bénéficient d'un large appui local et sont adaptées, réalistes et compatibles avec nos obligations internationales et avec celles d'une bonne gouvernance ».

Notes

¹ Le présent document de travail a été établi sur la base d'informations fournies par la Puissance administrante conformément à l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, ainsi que de renseignements tirés de publications diverses.

² *Economist Intelligence Unit 2000* – Profil de pays.

³ Le Livre blanc figure dans l'annexe du document A/AC.109/1999/1.

⁴ *Cayman Islands Annual Report and Official Handbook, 1999.*

⁵ *The Caymanian Compass*, 15 octobre 1999.

⁶ Rapport annuel de 1998 : îles Caïmanes.

⁷ BOT et Livre blanc, appendice 1.

⁸ Déclaration de M. George McCarthy, Secrétaire financier des îles Caïmanes, présentée dans l'*Economist Intelligence Unit views wire*, 3 février 2000.

⁹ *The Caymanian Compass*, 30 juillet 1999.

¹⁰ Communiqué de presse, ODCCP, 31 mars 1999, et Reuter, 31 mars 2000.

¹¹ *The Caymanian Compass*, 9 août 1999.

¹² Ibid., 1er avril 1999.

¹³ Ibid., 14 août 1999.

¹⁴ Ibid., 25 octobre 1999.

¹⁵ Ibid., 30 octobre 1999 et 28 septembre 1999.

¹⁶ Ibid., 18 octobre 1999.

¹⁷ Discours prononcé à la Conférence intitulée « Overseas territories: into the new millenium » (Territoires d'outre-mer : entrée dans le nouveau millénaire), organisée à Wilton Park (Angleterre) le 3 avril 2000.